

Élections législatives au Liban

« Nous luttons contre la nouvelle loi électorale qui va permettre aux partis traditionnels de conserver le pouvoir et de plonger encore plus le pays dans des dynamiques sectaires ».

ENTRETIEN avec *Hanna Gharib* par *Natalia Sancha*

Le siège du Parti communiste libanais (PCL) de Beyrouth est aussi modeste que son secrétaire général, Hanna Gharib. Les cheveux grisonnants et d'aspect affable, il est difficile de s'imaginer l'ancien responsable de la logistique humanitaire à Beyrouth en train de courir dans les rues de la capitale libanaise et d'esquiver les bombes. Il avait 28 ans quand l'armée israélienne a pénétré dans Beyrouth en 1982. Depuis, il souffre d'une surdité de l'oreille droite. Chargé tout d'abord de l'approvisionnement alimentaire, en eau et de la distribution de vivres dans les refuges, Gharib s'est occupé ensuite de l'entraînement des forces communistes de la résistance pour repousser l'avancée israélienne. « Nous avons été les premiers à créer il y a 75 ans un mouvement de résistance contre les paramilitaires sionistes de la Hagannah. Avant même que naisse l'idée d'Israël ». Elles ont combattu dans les villages du Sud du Liban après la déclaration unilatérale d'Israël en 1948 et ce, pour protéger les villages palestiniens, dont les milices se renforceraient dans le pays en déclenchant les premières étincelles d'avant-guerre.

À 64 ans, Gharib retrace la trajectoire du parti qui a surgi comme portedrapeau de « la résistance contre le projet sioniste dans la région », qui a connu des moments de gloire pendant le panarabisme dirigé par l'égyptien Gamal Abdel Nasser, qui a ensuite touché le fond à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique

en 1989 et plus récemment qui a tenté de prendre la tête des manifestations populaires pendant le *Printemps arabe*. Relégué progressivement du front de lutte par le bras armé du parti chiite libanais Hezbollah, le PCL se réinvente pour redéfinir son existence. Cependant, au sein du carcan sectaire qui dicte la vie politique et sociale du Liban depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), il n'y a pas de place pour les athées. Les Libanais ont été clairs sur ce point lors des élections législatives le 6 mai dernier, les premières qui se sont tenues au Liban en neuf ans, où ils se sont montrés apathiques en votant pour approuver les partis traditionnels sectaires (l'entretien a eu lieu quelques jours avant les élections législatives). La coalition dirigée par le Hezbollah en est sortie renforcée par les urnes dans un hémicycle où pas un seul député communiste ne s'assoira. Et ce, à mesure que retentissent les tambours de la guerre à la frontière du Sud du Liban.

AFKAR/IDEES : *Quels sont les principaux faits qui ont marqué la trajectoire du Parti communiste libanais depuis que les accords de Taëf ont mis fin à la guerre civile en 1990 ?*

HANNA GHARIB : Les facteurs qui ont entraîné le déclin du Parti communiste au niveau mondial sont au nombre de trois et cela s'est reflété dans la branche libanaise. En premier lieu, l'effondrement de l'Union soviétique et, avec elle, des mouve-

ments communistes dans le monde entier. En second lieu, l'échec des mouvements de libération nationaux arabes dont nous faisons partie et qui ont assumé la défense de la cause palestinienne. Le dernier facteur a été l'accord de Taëf signé entre les partis sectaires qui a provoqué la chute des partis socialistes arabes et de leur agenda politique.

A/I : *Comment s'est forgée une alliance entre des communistes athées avec le Parti de Dieu pendant l'occupation israélienne du Sud du Liban (1982-2000) ?*

H.G. : Nous n'avons pas coordonné la lutte avec le Hezbollah. Il s'agissait d'un front de libération où chaque parti dirigeait ses propres hommes. Il existait une coordination politique pour soutenir la résistance, mais pas sur le terrain entre combattants parce qu'il n'y avait pas un centre d'opérations conjointes. Nous étions en première ligne pendant l'occupation israélienne. Quand les Israéliens ont pénétré dans Beyrouth, il y avait beaucoup de frustration et une sensation d'abandon de la part des partis locaux et nationaux. Dans ces circonstances, le 16 septembre 1982 le PCL a été le seul à déclarer un front de résistance contre l'occupation israélienne en mobilisant le peuple pour une insurrection armée destinée à libérer le territoire occupé. Nous avons pris l'initiative de la résistance et nous avons réussi à libérer Beyrouth en quelques semaines. À partir de là, nous avons

L'accord de Taëf a porté un coup dur au PCL à mesure que le sectarisme gagnait en force dans le pays

tout d'abord avancé vers les montagnes, puis vers la plaine de la Bekaa et finalement vers le Sud. Le Hezbollah n'existait pas. En arrivant à la frontière sud, l'Union soviétique s'est effondrée et nous avons sombré dans la crise. Les trois quarts des terres occupées par Israël ont été libérées par le PCL et les forces nationales de libération, comme les nassériennes, le Parti social-nationaliste syrien (PSNS) et d'autres mouvements séculiers. Le Hezbollah n'a joué aucun rôle à cette époque jusqu'à la chute de l'URSS et l'effondrement qui en a découlé des forces de libération nationales. Le Hezbollah a acquis une plus grande visibilité à partir de l'entrée de l'Iran dans les années quatre-vingt-dix.

A/1 : *Comment a évolué le rapport avec l'entrée du Hezbollah ?*

H.G. : L'accord de Taëf a porté un coup dur au PCL à mesure que le sectarisme gagnait en force dans le pays. Le mouvement Amal, le Hezbollah et nous les communistes avons formé partie du pouvoir. Le Hezbollah s'est accroché au système confessionnel. Notre position coïncide uniquement sur l'idée de freiner le projet impérialiste américano-israélien. Nous divergeons sur le reste des affaires internes et politiques. Ils soutiennent l'économie libérale et capitaliste à laquelle nous nous opposons. Sur le plan social, intellectuel et idéologique nous sommes en désaccord.

A/1 : *Le système sectaire post-Taëf a-t-il exclu le PCL de la vie politique ?*

H.G. : Le déclin de la présence des partis nationaux a relégué au second

plan ses obligations d'agir en défense de la résistance, en provoquant l'avancée du Hezbollah. Quand un vide est créé, quelqu'un vient le combler. Nous étions à l'avant et maintenant c'est le Hezbollah qui mène la lutte. Au niveau national, notre position est toujours la même : la lutte contre Israël. Et lorsqu'Israël a agressé le Liban, comme en 2006, nous avons pris les armes, tout au moins celles que nous avons pu obtenir. Nous avons perdu plus de 10 martyrs dans la petite ville de Srifa, au Sud, et dans la plaine de la Bekaa (frontière orientale du Liban avec la Syrie).

Nous avons riposté à chaque agression israélienne et même dans la lutte contre les djihadistes du groupe État islamique (EI) et du Front al Nosra (filiale locale syrienne d'Al Qaida) au Liban. Les points convenus dans l'accord de Taëf pour la pacification politique n'ont pas été mis en œuvre, et le plan de former un comité pour mettre fin à la politique sectaire non plus. Tout au contraire. Les partis qui se sont ralliés au pouvoir après l'accord de Taëf se sont employés à travailler contre tous les points qui avaient été approuvés et donc contre la Constitution. Le texte constitutionnel réaffirme la suppression du système sectaire politique. Mais 30 ans après, ce comité n'est toujours pas formé. Et maintenant d'autres élections parlementaires vont se tenir en reposant sur les mêmes principes confessionnels.

A/1 : *Le PCL s'oppose à deux ennemis, au djihadisme à l'Est du pays et à Israël au Sud. Quelle est la priorité ?*

H.G. : Les deux sont prioritaires. Dae-sh a été créé par les USA mais aussi

par Israël. Nous menons un combat d'arrière-garde contre les djihadistes [expulsés du Liban pendant l'été 2017] et nous l'avons fait en coordination avec l'armée libanaise et d'autres groupes de défense populaires apparus dans la zone.

A/1 : *Si le sectarisme continue, pourquoi le PCL participe-t-il à ces élections législatives ?*

H.G. : Nous voulons introduire le changement démocratique au sein du Parlement. Nous avons un programme contre la gouvernance sectaire. Les règles des partis politiques libanais se basent sur leur appartenance confessionnelle comme les druzes, les sunnites, les chiites, les chrétiens, etc. Nous sommes les seuls avec le PSNS à avoir des candidats de toutes les religions et de toutes les régions dans un même parti.

A/1 : *C'est la première fois qu'une plateforme nationale indépendante et non sectaire, « Kuluna Watani », se présente aux élections législatives dont vous faites partie. Quelles opportunités avez-vous avec la nouvelle loi électorale proportionnelle ?*

H.G. : Le PCL a réalisé une mission active de lobby pendant ces dernières années sur le terrain pour réformer la loi électorale et le gouvernement. Tout d'abord depuis le début, en 2011, de l'intifada arabe [pour décrire le Printemps arabe] en Tunisie, notre devise a été : « Le peuple veut la chute du gouvernement ». Ensuite, nous avons dirigé le mouvement de l'association des syndicats dans les manifestations

Les forces contraires au pouvoir traditionnel ont besoin d'un leadership et d'un agenda commun

qui ont été connues comme la crise des salaires, en réunissant toutes les forces de la gauche et les mouvements séculiers contre les partis au pouvoir. Le troisième mouvement social que nous avons dirigé a été celui de la crise des déchets en 2015. Le quatrième mouvement a été celui au cours des élections municipales en 2016 contre les partis sectaires et corrompus en luttant pour le changement économique et social, contre l'inégalité. Ces élections ont provoqué l'entrée de la société civile, à travers la plateforme Beyrouth Madinati (Beyrouth, ma ville).

Nous arborons maintenant une cinquième lutte : les élections parlementaires. Dans quelques-unes des 15 circonscriptions électorales nous nous sommes présentés sous la coalition de Kuluna Watani, dans d'autres nous l'avons fait indépendamment.

A/I : *Pensez-vous que, dans la situation actuelle, le PCL peut reprendre position ?*

H.G. : Nous luttons contre la nouvelle loi électorale qui va permettre aux partis traditionnels de conserver le pouvoir et de plonger encore plus le pays dans les dynamiques sectaires. Nous appelons les électeurs à ne pas voter pour les candidats de la classe dirigeante. Il s'agit de créer un front uni pour affronter celui qui a été créé par les partis traditionnels. Mais nous sommes divisés : les partis de gauche, les syndicats, les indépendants ayant un impact sur la société et se sont opposés à la classe dirigeante et ceux de la société civile. Même les



Hanna Gharib, secrétaire général du Parti communiste libanais (PCL)./PCL

candidats de la société civile qui se sont retrouvés divisés entre le courant conservateur et un mouvement plus gauchiste qui est disposé à travailler avec nous. La plateforme Beyrouth Madinati est divisée entre ceux qui veulent participer aux élections législatives et ceux qui veulent délimiter leur rôle aux élections municipales. Tout cela nous amène à penser que le mouvement de forces contraires au pouvoir traditionnel a besoin d'un leadership et d'un agenda commun.

A/I : *Mais si les listes de candidats au Parlement sont soumises à des quotas confessionnels, vos candidats doivent-ils se présenter selon leur confession ?*

H.G. : Nous avons dû nous plier à la loi et présenter des candidats de toutes les confessions. Une de nos candidates a supprimé son affiliation religieuse de sa carte d'identité mais, même ainsi, ils doivent se présenter suivant un partage confessionnel établi dans les listes de chaque circonscription.

Dans les guerres actuelles, les groupes religieux et sectaires sont manipulés, fractionnant les peuples arabes

A/I : *Vous avez mentionné à plusieurs reprises que l'effondrement de l'URSS a constitué un tournant fondamental dans l'histoire des partis communistes. On assiste aujourd'hui à un retour de la guerre froide entre les États-Unis et la Russie autour du Moyen-Orient en général et de la Syrie en particulier. Comment cela vous affecte-t-il ?*

H.G. : Notre position régionale s'inscrit dans le cadre de trois grandes tendances. Premièrement, le monde est en phase de transition d'un système basé sur le leadership unipolaire des États-Unis vers un système avec des pôles multiples de pouvoir. Cette transition se réalise par le truchement d'une concurrence féroce que nous pouvons qualifier de guerre froide. Nous pouvons même dire que nous vivons actuellement dans le contexte d'une troisième guerre mondiale, mais avec des circonstances particulières. Les États-Unis ne veulent pas renoncer à leur leadership exclusif, tandis que d'autres acteurs comme la Chine, la Russie ou les pays asiatiques et les BRICS veulent jouer un rôle indépendant des exigences américaines. La bataille qui se livre au niveau des nations a des répercussions sur le Moyen-Orient, à travers le projet américano-israélien dont le principal objectif est de retourner à l'ère avant Sykes-Picot [accords secrets signés en mai 1916 entre la France et le Royaume-Uni pour se partager la région] et de diviser les pays arabes par des coupes sectaires. Dans les guerres actuelles, les groupes religieux et sectaires sont utilisés et manipulés dans une bataille d'acteurs interposés, en fractionnant les peuples arabes selon leur appartenance

religieuse. Ainsi, différents schismes ont été créés entre Arabes et Perses, Arabes et Kurdes, Sunnites, chiïtes, entre les chrétiens ou contre les coptes en Égypte, en entretenant l'animosité des peuples mais aussi des pays arabes. D'autres lignes de division ont été favorisées dans le Golfe, entre l'Arabie saoudite et le Qatar, ou celles de style intellectuel et religieux comme les Frères musulmans et les wahhabites [école conservatrice de l'islam sunnite]. Tout cela dans le but de perpétuer les conflits divisant la Syrie, l'Irak, le Yémen, la Somalie ou la Libye. Pour les aider à démembrer ces pays, ils prétendent créer une nouvelle géographie politique dans la région basée sur les divisions confessionnelles à l'image et à la ressemblance du juif Israël afin que celui-ci puisse continuer à être le pouvoir fort. Mais aussi pour que Washington puisse continuer à contrôler les ressources naturelles d'hydrocarbures tandis que ces nations restent fragiles et bellicérantes.

A/I : *Cette conjoncture suppose-t-elle une nouvelle opportunité pour les partis régionaux de gauche comme les Unités de protection du peuple kurdes (YPG) ?*

H.G. : Je ne crois pas. En ce qui concerne les kurdes, nous nous opposons au partage de la Syrie, mais nous sommes favorables à ce que les kurdes jouissent de tous les droits en tant que citoyens dans tous les pays de la région. Nous défendons l'unité aussi bien de l'Irak que de la Syrie. C'est une prémisse pour affronter l'agenda américain, c'est pourquoi nous nous opposons à ce que la cau-

se kurde devienne un instrument pour diviser le pays.

A/I : *En défendant les États-nations arabes, ne défendez-vous pas le même Sykes-Picot qui les a créés ?*

H.G. : Nous sommes contre toute division des États souverains du Moyen-Orient, contre le contrôle des ressources naturelles ou de passages stratégiques comme Bab el Mandeb, le Canal de Suez, la Mer Rouge. Le projet des États-Unis se heurte aux intérêts russes dans la zone. Si l'agenda des États-Unis a du succès et arrive à diviser le Moyen-Orient à partir de luttes sectaires, cela aura un impact sur la politique intérieure russe qui s'étendra aux mouvements radicaux sur son territoire et se propagera aussi vers les pays asiatiques qui l'entourent. Les Russes se sont ingérés dans la Syrie pour veiller à leurs intérêts, pour éviter que la guerre ne s'étende chez eux. Tout comme la Chine qui a des intérêts économiques dans la région car si les États-Unis réussissent à prendre le contrôle sur le pétrole brut et le gaz, cela serait un grave revers pour elle. C'est pourquoi la Chine a lancé l'initiative « One belt, one road » pour faire revivre l'ancienne Route de la soie qui commence en Asie et rejoint l'Europe en passant par le Moyen-Orient. Et c'est justement pour ces mêmes intérêts que les Chinois et les Russes utilisent leur droit de veto au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

A/I : *Dans l'ère globale actuelle, surgit-il de nouveaux ennemis pour le PCL différents de l'ennemi israélien ?*

Nous nous opposons à l'Israël et aux États-Unis, mais aussi aux dirigeants arabes collaborationnistes

H.G. : Nous nous opposons non seulement à l'ennemi extérieur que le projet d'Israël et des États-Unis représente dans la région, mais aussi à l'ennemi intérieur qui est représenté par les dirigeants arabes collaborationnistes avec ces ennemis externes auxquels ils fournissent nos ressources volées au peuple. Ces leaders sont un outil des États-Unis, comme MBS [pour Mohammed Ben Salmane, prince héritier d'Arabie saoudite] et les monarchies du Golfe, toutes au service des États-Unis. Il y a d'autres régimes qui ont misé sur l'extension des préceptes libertaires dans la région comme le parti Baas en Syrie [ancien parti unique], mais ils n'ont rien obtenu. Ni l'unité, ni la liberté, ni le socialisme, seulement réprimer les populations.

A/I : *La Syrie est devenue le nouvel échiquier des luttes régionales...*

H.G. : Effectivement, il existe un projet complet pour la région arabe basé sur la division sectaire que j'ai mentionnée auparavant. C'est pourquoi nous sommes dans l'obligation de créer une contre-offensive en proposant un projet alternatif politique, économique, social et militaire car il n'y a pas d'autre choix à l'heure actuelle.

A/I : *Les Russes et les Iraniens, alliés de Bachar al Assad en Syrie, sont-ils une option ?*

H.G. : Ils s'opposent tous les deux au projet des États-Unis, mais ils ne forment aucune alternative. Ils veulent simplement détruire le projet américain. Ils se considèrent comme des forces de prévention. Nous consi-

dérons que cette position n'est pas suffisante pour détruire le projet américano-sioniste. On ne leur demande pas non plus de présenter d'autres options car cette charge repose sur les partis séculiers arabes et sur leur responsabilité historique. Le problème est qu'il n'existe actuellement aucune alternative révolutionnaire.

A/I : *Quel est le rôle du parti communiste et sa position en Syrie ?*

H.G. : Lorsque les États-Unis attaquent l'armée nationale en Syrie nous l'interprétons comme une attaque impériale contre une nation souveraine, bien que du point de vue idéologique nous nous y opposons.

Nous préconisons l'unité de la Syrie. Là-bas, le Parti communiste syrien s'est allié avec l'establishment gouvernemental. Nous ne sommes pas d'accord car nous considérons qu'ils devraient être indépendants.

A/I : *Qu'est-il advenu des « intifadas » arabes qui ont éclaté en 2011 ? Les partis islamistes ont-ils pris le relais du panarabisme dans la région ?*

H.G. : Il y a des mouvements locaux qui résistent encore comme le Hezbollah au Liban ou d'autres en Syrie et en Irak, mais chacun d'eux individuellement et à leur manière, sans un projet social commun pour toute la région. Le *Printemps arabe* a réussi à faire descendre des millions de personnes dans la rue, mais cela ne s'est pas matérialisé en l'absence d'un agenda commun défini. C'est là le problème. Étant donné la faiblesse du communisme à l'échelle mondiale, il

n'existe pas de plan pour protéger le monde de l'impérialisme américain. La solution serait de renouveler la charte fondatrice du communisme mondial où la Chine est un leader potentiel, mais elle est en développement. Au sein du PCL nous proposons ce renouvellement à l'échelon mondial mais aussi à l'échelon régional en union avec la gauche arabe. Cependant, nous sommes encore loin d'y arriver pour de nombreuses raisons régionales et domestiques.

A/I : *Le PCL a-t-il des relations avec le Parti communiste en Israël ?*

H.G. : Nous ne reconnaissons pas l'État d'Israël. Bien que le discours du Parti communiste d'Israël soit positif, nous n'avons pas de relations avec des partis officiels israéliens. Nous partageons une compréhension mutuelle de la situation.

A/I : *Y aura-t-il une guerre au Sud du Liban étant donné la conjoncture actuelle tendue et dans une pleine escalade de tension entre les États-Unis et l'Israël face à l'Iran ?*

H.G. : C'est une possibilité, mais cette fois-ci elle n'aura pas lieu uniquement au Sud du Liban mais sur un front régional qui s'étend du Liban à l'Irak en passant par la Syrie. Ce ne sera pas comme la guerre précédente [juillet 2006], une guerre de mortiers, mais elle sera menée sur différents fronts et dans différents pays. Le moment venu, cela ne fait aucun doute que politiquement parlant, nous nous positionnerons du côté de la résistance, mais nous n'avons pas de mortier. ■